



N° 3
Novembre 2015

**Observatoire
des armements**

187 montée de Choulans
69005 Lyon

Tél. +33 (0)4 78 36 93 03

Fax +33 (0)4 78 36 36 83

Courriel :

secretariat@obsarm.org

Internet : www.obsarm.org

Twitter : @obsarm

L'Observatoire des armements est un centre d'expertise indépendant fondé en 1984. Né de la société civile, il a pour objectif d'étayer les travaux de la société civile sur les questions de défense et de sécurité en faveur du désarmement. Sa volonté est de favoriser une politique de transparence et de contrôle démocratique sur les activités militaires de la France et de l'Europe.

L'Observatoire intervient sur deux axes prioritaires : le contrôle des transferts et de l'industrie d'armement et de sécurité ; les armes nucléaires et leurs conséquences. Il publie des études et la lettre d'information *Damoclès* et participe à des actions de plaidoyer auprès des responsables politiques.

L'Observatoire des armements est un interlocuteur incontournable et un centre de ressources pour les médias, les organisations de la société civile, les chercheurs, tant français qu'étrangers.

* Aziza Riahi,
chargée de recherche
à l'Observatoire
des armements

Les Notes de l'Observatoire



Drone tactique : la France sous influence

Aziza Riahi*

La Direction générale de l'armement doit choisir prochainement lequel des systèmes de drones tactiques va-t-elle acquérir en remplacement de son parc vieillissant. Deux concurrents sont en lice : le Patroller de Sagem et le Watchkeeper de Thales. Le drone de Thales est contesté du fait notamment de la participation dans ce programme de la société israélienne Elbit Systems, jugée complice de crimes de guerre en Palestine. Mais Sagem (groupe Safran) n'est pas en reste. Si la stratégie de contournement mise en place par Elbit pour pénétrer les marchés risque d'influencer l'acquisition française, il est urgent de rappeler que la France doit respecter — et faire respecter — quelques normes impératives du droit international.

Le ministère de la Défense a lancé un appel d'offre pour se doter de 14 drones tactiques d'ici à la fin de la loi de programmation militaire en 2019, en remplacement de la vingtaine de SDTI (Système de drone tactique intermédiaire) « Sperwer » fabriqués par Sagem et entrés en service en 2005.

Le remplaçant du Sperwer de Sagem sera un SDT (Système de drone tactique) pour lequel deux industriels restent aujourd'hui en lice : le « Watchkeeper » de Thales et le « Patroller » de Sagem. Ces industriels ont remis le 4 septembre 2015 leur offre engageante (BAFO, Best And Final Offer) à la Direction générale de l'armement (DGA) qui est en train de les étudier. La décision doit être prise prochainement lors d'un Comité ministériel d'investissement (CMI) et la notification par la DGA devrait intervenir d'ici fin décembre 2015.



Abstract

The Direction générale de l'Armement (DGA) —the French Defense Procurement Agency— has to choose shortly which of the two tactical UAV systems (TUAVs) in competition she will opt for French army: the Patroller by Sagem (Safran Group) or the Watchkeeper by Thales operating in the British army? France may opt for the latter that wins the favor of the French army. The Watchkeeper is the fruit of the franco-british military cooperation under the Lancaster House Agreement (2010).

By doing so, the French government could opt for a controversial tactical UAV system on the other side of the Channel, because it is based on the Hermes 450 drone of the Israeli company Elbit Systems which is involved in the Watchkeeper programme. The Hermes 450 was widely deployed in the deadly "Protective Edge" operation in Gaza (july-august 2014) to be tested there. The other subject of dispute is the collaboration between Thales and the British government that help Elbit Systems to make profits. Elbit is charged with complicity in war crimes and to derive benefit from occupation. It is one of the IDF's (Israeli Defense Forces) largest provider of "combat proven" materials — including drones.

The indignation at the collaboration between Thales and Elbit could also be addressed to Sagem because of its cooperation with Elbit Systems. In fact, in order to gain markets —such as the tactical UAV market— largest companies attempt to penetrate local markets by appealing to their representatives (subsidiary, joint-venture), in States which prefer that production take place in their territory. This strategy concerns Thales, Safran and Elbit, because this industry is increasingly based on mergers and acquisitions. The second trend is the partnership between companies in joint programs which aim to ensure interoperability of the armed forces and to reduce costs while maximizing the capabilities.

However, these economic and strategic considerations must not obscure the fact that France (as all other states) have to comply with international and community legal standards which it is subject both as exporter and as importer.

Pour aller plus loin...

Damoclès a publié en 2013 deux dossiers réalisés par Aziza Riahi — « Des drones aux robots tueurs » (16 p.) et « Drones armés, hors-la-loi ? » (20 p.), toujours d'actualité et disponibles contre 8 € (port compris) à l'Observatoire des armements, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon





Thales, Safran : deux groupes qui collaborent avec Elbit Systems

À quelques semaines de la décision portant sur le choix du futur SDT¹, les deux sociétés s'affrontent sur le champ de la communication pour remporter le contrat avec le ministère de la Défense. Mais la similitude de leurs arguments est confondante.

Le 15 octobre 2015, Thales a annoncé que le Watchkeeper avait évolué dans un espace aérien civil contrôlé : « *Thales propose le premier et le seul drone certifié de voler dans un espace aérien non ségrégué* », s'est félicité Pierre-Éric Pommelet, directeur général adjoint de Thales, chargé des systèmes de mission défense². Ce type d'autorisation et de certificat permet au Watchkeeper de voler dans l'espace aérien sans restriction, avec des caractéristiques de certification directement transférables aux organismes de réglementation d'autres pays membres de l'Otan, ainsi qu'à l'Agence européenne de sécurité aéronautique.

Quelques jours après cette annonce de Thales, Sagem révèle à son tour que le Patroller a effectué des essais dans le cadre du programme européen de surveillance AIRBEAM FP7 qui vise à développer un système de gestion de crise de grande ampleur et de la valider par des démonstrations opérationnelles³.

Pour défendre son Patroller, Sagem désigne le Watchkeeper comme étant un drone « israélo-anglais » au motif qu'il serait fabriqué sous licence de la société israélienne Elbit Systems. À quoi Thales répond : « *Elbit est associé à notre projet mais a conçu en Angleterre, dans un joint-venture, un drone nouveau, parce que les Britanniques ont exigé dès le départ la propriété de l'ensemble des éléments y compris la plateforme* [c'est-à-dire celle du drone Hermes 450 d'Elbit, NDLR] », explique Pierre Eric Pommellet, directeur général adjoint des systèmes de mission de défense⁴.

Par ailleurs, Sagem loue clairement l'argument du « made in France », soulignant l'implication des usines françaises⁵. La société du groupe Safran assure que le Patroller sera fabriqué sur les sites de production de Poitiers, Fougères et Montluçon, et développé dans le centre de recherches d'Eragny-sur-Oise. Face à Sagem, Thales répond par son « équipe France Watchkeeper » (voir encadré p. 3).

Alors qui de Thales ou de Sagem remportera le marché ? Les solutions seront appréciées dans une approche de « coût complet » prenant en compte tous les aspects de la capacité et notamment les possibilités de mutualisation⁶.

Thales ne fait aucun mystère de sa collaboration avec Elbit Systems et de la constitution d'une co-entreprise pour le développement du Watchkeeper. Mais Safran est beaucoup plus discret sur ce point. L'argument du « drone israélo-anglais » utilisé par Sagem pour critiquer le Watchkeeper de Thales ferait presque sourire si ce même Sagem n'avait pas lui-même conclu des accords avec Elbit Systems.

Un joint-venture Sagem-Elbit pour pénétrer les marchés

Elbit Systems et Sagem ont annoncé, le 15 septembre 2010, la création d'un joint-venture (co-entreprise), détenue à 50/50 par les deux entités, afin de s'attaquer au marché des drones tactiques (voir encadré ci-dessous). Cette co-entreprise franco-israélienne est de droit français, ce qui signifie que les exportations devront être soumises à autorisation par les autorités françaises, via la Cieemg (Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre).

Malgré une discrétion certaine de la part de Sagem sur ce joint-venture, des éléments dans la presse nous permettent de mesurer la situation. Ainsi, un article daté de septembre 2010⁷, précise que la nouvelle entreprise disposera de deux établissements. L'un situé à Eragny, en région parisienne, s'occupera du développement et l'autre, installé à Montluçon, sera dédié à la fabrication et à l'intégration des drones tactiques.

1. Au total, une trentaine de drones tactiques est attendue d'ici à 2025. Voir le Projet de loi de finances pour 2014 - Défense : équipement des forces et excellence technologique des industries de défense : <http://www.senat.fr/rap/a13-158-8/a13-158-811.html#fn24>
Cf. également « Futurs drones tactiques français : un appel d'offre restreint joué d'avance ? », in *Damoclès* n° 146 / 1-2015, Observatoire des armements.

2. « Thales a réalisé avec succès un vol du drone Watchkeeper dans un espace aérien civil », *Libération*, 15 octobre 2015 : <http://www.liberation.fr/futurs/2015/10/15/thales>

3. « SDT : Thales et Sagem s'activent », *Air & Cosmos*, 19 octobre 2015 : <http://www.air-cosmos.com/>

4. « Bataille de chiffonniers pour le marché des drones tactiques », *20 minutes* avec AFP, 17 juin 2014 : <http://www.20minutes.fr/eco/20140617-bataille-chiffonniers-marche-drones-tactiques>

5. « Comment la France négocie désormais avec la Grande-Bretagne », *La Tribune*, 19 février 2014 : <http://www.latribune.fr/>

6. Avis sur le projet de loi de finances 2015 (n°2234), Tome II, Défense :

.../...



Elbit Systems et Sagem établissent un joint-venture pour un Système de drone tactique

Haïfa, le 15 septembre 2010, Elbit Systems Ltd. (Nasdaq et TASE : ESLT) et Sagem Défense Sécurité SA (groupe Safran) ont annoncé la signature d'un protocole d'accord (Memorandum of Agreement) concernant l'établissement prévu début 2011 d'un joint-venture détenue à 50/50 pour le marché des systèmes de drones tactiques de la France et pour les marchés internationaux cibles, dans lesquels les initiatives existantes se poursuivront à travers le joint-venture.

Le joint-venture en projet sera de droit français et située à Eragny et Montluçon (France). Il sera constitué par des apports d'actifs équilibrés des deux sociétés mères. Le portefeuille de la nouvelle société sera composé des produits qui seront développés ainsi que par des produits actuels et dérivés de Sagem et d'Elbit Systems.

La nouvelle société sera en mesure de proposer une large gamme de produits pour le marché des systèmes de drones tactiques.

Parallèlement, Elbit Systems est pleinement engagé pour la croissance continue de U-TacS (UAV Tactical Systems Ltd.), son joint-venture avec Thales au Royaume-Uni, et pour l'exécution réussie du programme Watchkeeper, y compris le soutien à l'offre de Thales pour la fourniture de systèmes Watchkeeper en France.

SOURCE :

http://www.elbitsystems.com/elbitmain/files/Sagem_Elbit_16.9.pdf



Elbit Systems and Sagem to Establish a Joint Venture for Tactical UAS

Haifa, September 15, 2010, Elbit Systems Ltd. (Nasdaq and TASE: ESLT) and Sagem Defense Securite S.A. (Safran group) announced the signature of a MoA (Memorandum of Agreement) regarding the intended establishment, by early 2011, of an equally owned joint venture for the tactical unmanned aircraft systems (UAS) market for France and designated international markets, in which existing initiatives will continue through the JV.

The intended joint venture will be a French corporation, located in Eragny and Montluçon (France). It will be formed by the equal contributions of assets from the two parent companies.

The new company's portfolio will comprise newly developed products, as well as current and derivative products, from Sagem and Elbit Systems.

The new company will be able to offer a wide range of products for the tactical UAS market.

Concurrently, Elbit Systems is fully committed to the continued growth of U-Tacs (UAV Tactical Systems Ltd.), its joint UK company with Thales and to the successful execution of the Watchkeeper program, including the support of Thales offer to supply Watchkeeper systems to France.

About Elbit Systems

Elbit Systems Ltd. is an international defense electronics company engaged in a wide range of programs throughout the world. The Company, which includes Elbit Systems and its subsidiaries, operates in the areas of aerospace, land and naval systems, command, control, communications, computers, intelligence surveillance and reconnaissance ("C4ISR"), unmanned aircraft systems ("UAS"), advanced electro-optics, electro-optic space systems, EW suites, airborne warning systems, ELINT systems, data links and military communications systems and radios. The Company also focuses on the upgrading of existing military platforms, developing new technologies for defense, homeland security and commercial aviation applications and providing a range of support services. For additional information, visit: www.elbitsystems.com.

About Sagem

Sagem is a high-tech company in the Safran group, holds world or European leadership positions in optronics, avionics, electronics and safety-critical software for both civil and military markets. Sagem is the No. 1 company in Europe and No. 3 worldwide for inertial navigation systems (INS) used in air, land and naval applications. It is also the world leader in helicopter flight controls and the European leader in optronics and tactical UAV systems. Operating across the globe through the Safran group, Sagem and its subsidiaries employ 6,700 people in Europe, Southeast Asia and North America. Sagem is the commercial name of the company Sagem Défense Sécurité. For more information: www.sagem-ds.com

Contact:

Dalia Rosen, Head of Corporate Communications

Tel: 972-4-831-6784

Fax: 972-4-831-5420

E-mail: dalia.rosen@elbitsystems.com

Dana Tal, Corporate Communications

Tel: 972-4-831-8809

Cell: 972-54-9998809

E-Mail: dana.tal@elbitsystems.com



environnement et prospective
de la politique de défense,
Jean-Yves Le Déaut,
9 octobre 2014.

7. « Alliance entre Sagem et Elbit Systems pour les drones tactiques », Opex 360, 16 septembre 2010 : <http://www.opex360.com/2010/09/16/alliance-entre-sagem-et-elbit-systems-pour-les-drones-tactiques/>

8. « Le Val-d'Oise soulagé de voir la Sagem s'agrandir à Eragny », *Le Parisien*, 1^{er} septembre 2015 : <http://www.leparisien.fr/eragny-95610/le-val-d-oise-soulage-de-voir-la-sagem-s-agrandir-a-eragny-01-09-2015-5053489.php>

9. « Alliance entre Sagem et Elbit Systems pour les drones tactiques », Opex 360, 16 septembre 2010 : <http://www.opex360.com/2010/09/16/alliance-entre-sagem-et-elbit-systems-pour-les-drones-tactiques/>

10. « Sagem : le drone Patroller démontre ses performances au Portugal au profit de la sécurité territoriale dans le cadre du projet européen AIRBEAM », communiqué de Safran, 19 octobre 2015 : <http://www.safran-group.com/fr/print/8525>

11. « Elbit Systems' Complicity in the Assault on Gaza 2014 », Who Profits, novembre 2014 : <http://whoprofits.org/content/elbit-systems-complicity-assault-gaza-2014>

Plus récemment, on peut lire dans un article daté de septembre 2015 que la Sagem s'étend à Eragny : « C'est la concrétisation d'un projet qui aurait très bien pu échapper au Val-d'Oise. Si chez Sagem, à Eragny, la direction se montre discrète, les élus et acteurs économiques du département se souviennent de ce dossier qui était loin d'être acquis lors des négociations menées voici trois ou quatre ans⁸. »

Ce joint-venture, dirigé par un patron français, « va employer une centaine de personnes venues de Sagem ainsi qu'une dizaine de cadres d'Elbit Systems⁹ ». Sagem apporte le drone Sperwer et le drone de surveillance Patroller-TM dont « la conception s'appuie sur dix années d'expériences opérationnelles acquises par Sagem avec le système Sperwer dans des missions d'appui des opérations en Afghanistan¹⁰ ». De son côté, Elbit apporte les plateformes Hermes à l'exception de l'Hermes 450 réservé au Watchkeeper de Thales, ainsi que le mini-drone Skylark dont les forces spéciales françaises sont équipées et qui, selon l'ONG Who Profits, ont été utilisés en Cisjordanie dans des campagnes d'arrestations arbitraires¹¹.

Qu'est-ce qu'un joint-venture ?

Pour pénétrer un marché à l'étranger, une entreprise peut préférer s'associer avec un partenaire local (entreprise privée, personne publique...) afin de créer une succursale ou une filiale. Le recours à un joint-venture donne une certaine « légitimité nationale » à l'implantation qui bénéficie alors d'un traitement plus favorable que celui réservé aux étrangers. Le partenaire local permet également de bénéficier d'une meilleure connaissance du marché, des pratiques de l'administration et des concurrents.

On peut définir la co-entreprise comme étant une association commerciale entre différentes entreprises (partenaires) afin de créer une alliance stratégique temporaire dans la poursuite d'objectifs communs. Ce type d'association est connu sous son vocable anglais « joint-venture » et pour cause. En effet, ce concept a été adopté en droit canadien, anglais et américain suivi de la reconnaissance judiciaire de ce type de contrat.

En droit français, ce terme ne correspond à aucune situation juridique précise. Il désigne, en fait, toute forme de coopération entre entreprises.

Quel que soit le régime juridique choisi, ces joint-ventures ont en commun :

- Leur caractère contractuel : à l'origine de toute association entre entreprises, il existe toujours un contrat fixant les modalités essentielles de cette coopération. Lorsque la coopération est destinée à durer, les partenaires peuvent en plus souhaiter s'appuyer sur une structure juridique (société, GIE).
- Leur nature associative : il y a mise en commun tant des moyens que des risques. En contrepartie, la gestion est conjointe.
- La recherche d'un objectif déterminé qui est, le plus souvent, limité dans le temps.

Il faut tout de même préciser que dans le cadre d'un contrat de co-entreprise issue du droit anglo-saxon, les entreprises conservent chacune leur identité et leur structure juridique propres. Elles unissent leurs efforts et certaines ressources pour la réussite d'un projet commun. Cette union dite stratégique leur permet d'accroître leur potentiel, ce qu'elles pourraient difficilement accomplir seules. Enfin, la coopération par le biais d'un contrat et d'une filiale commune — ce qui est le cas du joint-venture Elbit-Thales — implique que les bénéfices réalisés par cette filiale sont imposés selon la réglementation fiscale du pays d'implantation.

SOURCES

Agence pour la création d'entreprises (APCE) : <http://www.apce.com/index.php?pid=925>

JURIDIQUES, La Chronique : <http://www.lecourshebert.com/wp-content/uploads/2013/09/DROIT-COMMERCIAL-Joint-Venture-Les-avantages-et-inconvenients-de-la-coentreprise.pdf>



Programme Watchkeeper : entités et coût



RÔLE : système de drone tactique de type ISTAR (Intelligence, Surveillance, Target acquisition, Reconnaissance)

MAÎTRE D'ŒUVRE : Thales

CONSTRUCTEUR UK : U-TacS (joint-venture Thales-Elbit)

PREMIER VOL : 14 avril 2010

MISE EN SERVICE : août 2014

CLIENT PRINCIPAL : armée britannique

DÉRIVÉ DE : Hermes 450

ARMÉ (VERSION WK-X) : missiles FFLMM de Thales

Ministère britannique de la Défense

COÛT DU PROGRAMME : 800 millions de livres

Signature d'un contrat avec Thales Group en 2005

MONTANT DU CONTRAT : 700 millions de livres

OBJET : fournir — via sa filiale **Thales UK**, maître d'œuvre du programme — 54 Watchkeeper WK 450 + infrastructure + formation

Création d'un joint-venture : U-TacS (UAV Tactical Systems Ltd.) Elbit (51 %) - Thales (49 %)

OBJET : produire le Watchkeeper sur la base du Hermes 450 d'Elbit

MONTANT : 317 millions de livres



Principales entreprises

sous-traitantes (par ordre alphabétique)

- **Boeing (USA)**, support pour la future interopérabilité US/UK et évolutions programmées des technologies /capacités.
- **Cubic Corporation (UK)**, liaisons de données.
- **El-Op (Electronic Optic Systems)**, filiale de Elbit Systems, basée en Israël, fournir le capteur electro-optique.
- **LogicaCMG (UK)**, systèmes de commandement et de gestion du champ de bataille et applications associées.
- **Marshall SV (UK)**, abris pour les stations de contrôle au sol et support associé.
- **Praxis (UK)**, consultant en sécurité du programme.
- **QinetiQ (UK)**, consultant en réglementation aérienne et gestion des données images.
- **UAV Engines Ltd**, filiale de Elbit Systems, basée au Royaume-Uni, conception des drones, motorisation des drones.
- **Vega (UK)**, partenaire pour la formation.



12. La valeur totale du programme Watchkeeper porte sur environ 1,2 milliard d'euros (800 millions de livres) comprenant le contrat pour Thales d'un montant d'1 milliard d'euros (700 millions de livres), et pour le ministère britannique de la Défense, des coûts de gestion du programme, des coûts afférents aux infrastructures et aux équipements fournis par le gouvernement. Lire « Thales signe un contrat d'1 milliard d'euros avec le ministère de la Défense britannique » : <http://encyclopedie-des-armes.com/index.php/armes/fusils-d-assaut/9-actualite/economie/734-thales-signe-un-contrat-d-1-milliard-deuro-s-avec-le-ministere-de-la-defense-britannique>

13. Communiqué de Denis Ranque, PDG de Thales, 5 août 2005 : <https://www.thalesgroup.com/fr/content/drones-watchkeeper>

14. Communiqué — « U-Tacs Awarded \$ 110 Million Order By Thales UK To Provide ISTAR Capability For UK Armed Forces », Elbit Systems, 2 juin 2007 : <http://ir.elbitsystems.com/phoenix.zhtml?c=61849&p=irol-newsArticle&ID=1373672>

15. <https://www.thalesgroup.com/fr/content/drones-watchkeeper>

16. « US DoD denies export of key system for UK Watchkeeper programme », Darren Lake, Shephard, 30 août 2006 : <http://web.archive.org/web/20070928005333/http://www.w.shephard.co.uk/UVOnline/ShowReportItem.aspx?ID=ac65483b-ae81-4867-a126-e4d053a1082c>

Le Watchkeeper, fruit de la coopération Thales-Elbit

« Je préconise le Watchkeeper que j'ai vu à l'œuvre en Afghanistan, et qui est le fruit de la coopération menée dans le cadre des accords de Lancaster House [...] »

Général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées

Le Watchkeeper est un système de drone tactique (SDT) de type Istar (Intelligence, Surveillance, Target acquisition, and Reconnaissance) basé sur le drone Hermes 450 de la société israélienne Elbit Systems. Le système Watchkeeper comprend le drone WK 450, équipé de capteurs jour/nuit et d'un marqueur de cibles à laser relié par une liaison de données à un réseau de stations de contrôle au sol, permettant aux opérateurs militaires de contrôler l'ensemble de la mission et d'assurer l'interface requise dans le contexte de la mise en réseau.

Au début des années 2000, l'armée britannique a eu besoin de drones Istar et a commencé par commander un système de Hermes 450 d'Elbit comme solution d'intérim. À la suite de quoi, BAE Systems, Lockheed Martin, Northrop Grumman et Thales UK furent invités à lui transmettre leur proposition. Thales — détenu par l'État français à 27 % et à 25,9 % par Dassault Aviation — fut déclaré vainqueur en 2004 et signe en 2005, avec le ministère britannique de la Défense, un contrat d'une valeur de 1 milliard d'euros (700 millions de livres)¹² afin de fournir sa variante à l'armée britannique en 54 exemplaires, ainsi que de nouvelles installations sur le terrain de Boscombe Down, des simulateurs à l'école d'artillerie, 13 stations de contrôle au sol...

Satisfaction pour Denis Ranque, alors président directeur général de Thales : « *Je me félicite de cette décision qui place Thales en position de pointe sur le marché international des systèmes de drones. (...) Ce contrat souligne également l'importance de nos capacités Istar et info-centrées, qui constituent des éléments clés pour la stratégie future de Thales et des forces armées britanniques. Fort de ces compétences, Thales compte proposer des systèmes similaires en Europe et à l'étranger*¹³. »

En 2005, le développement du programme Watchkeeper a été confié à un joint-venture — UAV Tactical Systems (U-TacS) — constitué par la société israélienne Elbit Systems (propriétaire à 51 %) et par la société française Thales (49 %)¹⁴.

« *Thales UK a établi un joint venture avec Elbit Systems, à Leicester, en vue d'assurer la fabrication, le support et l'évolution des sous-systèmes de drones tactiques, tant dans le cadre du programme Watchkeeper que pour le marché mondial des systèmes de drones, qui connaît une croissance rapide : les estimations actuelles chiffrent ce marché à 4,5 milliards d'euros pour les dix ans à venir. Un important contrat de sous-traitance pour Watchkeeper sera conclu avec le joint-venture dans les semaines à venir* », annonçait Denis Ranque, PDG de Thales, en août 2005¹⁵.

Le Watchkeeper devait entrer en service en 2010, mais la participation israélienne posa des problèmes inattendus. En effet, il fallait obtenir l'autorisation des États-Unis pour exporter certains composants¹⁶. Le vol inaugural du WK450 a eu lieu à Megido en Israël en août 2008, et les tests en Israël prirent fin en juin 2009. Il ne volera en Angleterre dans sa configuration finale que le 14 avril 2010, au parc Aberporth dans le pays de Galles. Le système Watchkeeper est entré en service dans la Royal Artillery en mars 2014.



« Nous voulons créer un club des nations Watchkeeper »

Pour conquérir d'autres clients, Thales a développé une approche modulaire évitant de faire du sur-mesure. Les Watchkeeper auront une large base commune et des options propres à chacun des pays. « Nous voulons créer un club des nations Watchkeeper où les acheteurs pourront partager leurs expériences et mutualiser des initiatives notamment dans le domaine de la formation ou de l'entretien » souligne le dirigeant de Thales. Le constructeur répond ainsi à l'une des exigences de la DGA de bénéficier d'une certaine mutualisation avec d'autres pays partenaires¹⁷.

D'ailleurs, le 1^{er} septembre 2015, Thales a collaboré avec la société polonaise WB Electronics pour proposer à la Pologne un système de drone tactique basé sur le Watchkeeper¹⁸. Baptisé Watchkeeper WK-X, ce drone — en plus de ses capacités de surveillance et de ciblage — est conçu pour être armé d'un missile multirôle (air-sol, antinavire, air-air à courte portée guidé par laser) FFLMM (*Free Fall Light Weight Multirole Missile*) produit par Thales.

En France, l'intérêt pour le Watchkeeper ne date pas de l'appel d'offre pour son acquisition. En effet, « dans le cadre du traité de Lancaster House (2010), une évaluation du drone Watchkeeper (non encore opérationnel) de l'industriel israélien Elbit, britannisé par Thales UK, a été menée en France. Un memorandum of understanding (MoU) a été signé dans cette perspective entre l'État français et l'État britannique le 24 juin 2012. Conduite de 2012 à 2013, cette expérimentation a permis à l'armée de terre de mener des scénarios avec un drone bi-charge utiles, et aux deux pays de poursuivre l'instruction des opportunités de coopération pour ce type de matériel, par exemple en comparant les cursus de formation des opérateurs de drones¹⁹ ».

L'équipe France Watchkeeper

Le nouveau système de drone tactique devra être francisé *a minima*, c'est-à-dire subir des modifications pour répondre aux besoins français et aux contraintes réglementaires. Ces modifications touchent un large champ : radios, liaisons de données, nouvelle charge utile, nouvelle station sol...

À l'occasion du salon Eurosatory en 2014, Thales a réuni les PME françaises qui constituent « l'équipe France Watchkeeper¹ » chargée de franciser le Watchkeeper. « Tous les développements demandés spécifiquement par le client français seront dans la mesure du possible réalisés par des sociétés françaises. Notre objectif est que la contribution française soit de l'ordre de 35 % (contre 15 % au Royaume-Uni)² », estime Pierrick Lerey, directeur de la stratégie et du marketing des activités renseignement, surveillance et reconnaissance chez Thales qui a déjà identifié 35 PME et entreprises de taille intermédiaire.

Cette initiative fait suite à la convention bilatérale de soutien aux PME signée en février 2013 en présence de Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, dans le cadre du Pacte Défense PME. « Premier investisseur de l'État, le ministère de la Défense a une responsabilité particulière à la base industrielle et technologique capable de développer de manière autonome et compétitive l'outil de défense d'aujourd'hui et de demain. C'est pourquoi j'ai souhaité ce Pacte Défense PME (...) il a vocation à soutenir la vitalité et la pérennité d'un tissu de PME performantes et innovantes ayant toute leur place aux côtés des grands groupes industriels français³ », se félicite Jean-Yves Le Drian.

Selon Thales, « certaines PME françaises sont déjà impliquées dans la conception du système d'atterrissage automatique du radar, des lignes d'alimentation en carburant, de l'hélice et du système de propulsion du drone Watchkeeper⁴ ».

1. Pour en savoir plus : <http://www.equipefrancewatchkeeper.com/>

2. « Drones tactiques : Thales joue la carte made in France avec le Watchkeeper britannique », *L'Usine nouvelle*, 3 juin 2015 : <http://www.usinenouvelle.com/article/drones-tactiques-thales-joue-la-carte-made-in-france-avec-le-watchkeeper-britannique.N333161>

3. Le Pacte Défense PME : <http://www.defense.gouv.fr/actualites/dossiers/le-pacte-defense-pme>

4. « Thales constitue son « équipe France Watchkeeper » en intégrant de nouvelles PME françaises à son équipe existante », 19 juin 2014 : <https://www.thalesgroup.com/fr/worldwide/groupe/press-release/thales-constitue-son-equipe-france-watchkeeper-en-integrant-de>

17. « Drones tactiques : Thales joue la carte made in France avec le Watchkeeper britannique », *L'Usine nouvelle*, 3 juin 2015 : <http://www.usinenouvelle.com/article/drones-tactiques-thales-joue-la-carte-made-in-france-avec-le-watchkeeper-britannique.N333161>

18. « Thales to offer Watchkeeper to Poland », *Shepard News*, 2 septembre 2015 : <http://www.shephardmedia.com/news/uv-online/thales-offer-watchkeeper-poland/>

19. Projet de loi de finances pour 2014 - Défense : équipement des forces et excellence technologique des industries de défense : <http://www.senat.fr/rap/a13-158-8/a13-158-811.html#fn24>



L'armée a poussé très loin sa coopération avec son homologue britannique. Des militaires français ont déjà eu l'occasion de s'entraîner sur l'appareil en Grande-Bretagne et des tests menés à Istres ont validé l'intérêt d'une coopération avec les Britanniques, les seuls à avoir le même concept d'emploi. Ce qui permettrait de réduire les coûts avec le développement d'un centre de formation et d'une structure de soutien commune²⁰.

Victor Chavez, directeur général de Thales UK, a déclaré : « *La coopération engendrera d'énormes avantages en termes d'interopérabilité, de développement conjoint de technologies et la collaboration industrielle, et le jumelage du 32^{ème} Régiment d'artillerie britannique et le 61^{ème} Régiment d'artillerie français souligne à quel point les deux nations ont l'intention de travailler dans ce domaine*²¹. »

Par ailleurs, la France entend lier l'achat du Watchkeeper à une commande britannique ferme de véhicules blindés (VBCI) fabriqués par Nexter²². Bref une manière de « renforcer » la coopération militaire franco-britannique actée à Lancaster House en 2010, par une stratégie « donnant-donnant » favorable en terme d'interopérabilité (utilisation de mêmes matériels) et de réduction de coûts de production et de soutien.

L'astucieuse stratégie d'Elbit

Pour les opposants au Watchkeeper, ce programme sert surtout aux gouvernements et intérêts industriels européens à reconverter et « blanchir » les technologies israéliennes de l'armement. L'approvisionnement local est une stratégie commune des entreprises israéliennes de défense qui permet d'éviter les difficultés de licences associées à des pièces ou de la technologie qui traversent les frontières internationales.

Comme le souligne le journaliste Pascal Francqueville, « *en utilisant des sociétés de droit étranger, les fabricants israéliens pourront contourner le boycott économique établi depuis des années par les nations voisines à son égard*²³ » et permettre à Israël de conserver sa place de leader dans ce secteur en faisant partager son effort militaire par d'autres.

Selon le site *Israel Defense*²⁴, les entreprises de sécurité d'Israël élargissent leur activité dans tous les domaines par la création de filiales et la formation d'alliances stratégiques avec d'autres sociétés afin d'établir des points d'ancrage de l'industrie dans le monde entier.

Elbit Systems est passé maître dans cette stratégie. D'ailleurs son PDG, Joseph Ackerman, la qualifie souvent de société globale. Autrement dit, une entreprise ayant une présence mondiale à travers ses représentants locaux. « *La meilleure façon de faire des affaires est d'aller au niveau local. Les représentants connaissent mieux que quiconque les besoins du marché et ils obtiennent la préférence sur toutes les autres sociétés* », déclare Joseph Ackerman lors de la présentation du rapport financier 2011 de Elbit.

Alors qu'officiellement Elbit reconnaît posséder 18 entreprises étrangères (selon le rapport financier 2011), certains estiment que le groupe détenait alors, directement ou indirectement, au moins 40 entreprises à l'étranger. Selon son PDG, « *la plupart des clients préfèrent acheter localement. (...) Elbit a décidé de s'élargir mondialement pour agir comme une société locale dans de nombreux marchés cibles.* »

Masquer l'identité israélienne

Pour expliquer cette stratégie, *Israel Defense* prend l'exemple de l'aide financière américaine à Israël. Cette aide ne peut être utilisée que pour acheter des produits fabriqués sur le sol américain. En conséquence, les entreprises israéliennes emploient des filiales américaines où elles déplacent la fabrication de leurs produits destinés aux Forces de défense israéliennes.

Pour justifier l'objectif de l'acquisition de filiales américaines, un dirigeant de l'industrie de sécurité israélienne explique : « *L'idée derrière cela est que, au lieu d'acheter les produits de l'industrie américaine, je vais fabriquer les miens sur le sol américain afin que l'establishment militaire israélien s'approvisionne chez moi, tout cela en utilisant l'aide américaine.* »

20. « Drones tactiques : Thales et Sagem en lice », *Le Figaro*, 16 juin 2014 : <http://www.lefigaro.fr/>

21. « Watchkeeper to be Key Pillar of Anglo-french Defence Cooperation », Thales Press Release, 17 february 2012 : <https://www.thalesgroup.com/en/content/watchkeeper-be-key-pillar-anglo-french-defence-cooperation>

22. « L'achat du drone Watchkeeper lié à celui du VBCI par les britanniques ? », 19 février 2014 : <http://www.opex360.com/2014/02/19/lachat-du-drone-watchkeeper-lie-celui-du-vbci-par-les-britanniques/>

23. « Drones : les Israéliens en première ligne », *Le marin*, hors série « Navires militaires », octobre 2010, p. 26.

24. « Business abroad using subsidiaries », *Israel Defense*, 9 february 2012 : <http://www.israeldefense.co.il/en/content/business-abroad-using-subsidiaries>



N° 3 • 2015

25. « Nous sommes fiers de faire partie de l'équipe de Thales, pour la phase finale d'évaluation du Watchkeeper britannique. Nos capacités spécifiques et une vaste expérience dans le domaine des systèmes de drones de pointe, ainsi que nos activités actuelles et à venir au Royaume-Uni, contribueront à la réussite de ce programme important. » : <http://ir.elbitsystems.com/phoenix.zhtml?c=61849&p=irool-newsArticle&ID=1355302>

26. « \$500 M Watchkeeper UAV Contract issued by Thales UK », *Defense Industry Daily*, 3 novembre 2005 : <http://www.defenseindustrydaily.com/500m-watchkeeper-uav-contract-issued-by-thales-uk-01439/>

27. Perimeter security: <https://www.elbitsystems.com/elbitmain/area-in2.asp?parent=8&num=70&num2=70>

28. Voir les filiales de Elbit Systems : <http://www.whoprofits.org/company/elbit-systems>

29. « Are Israel's Pilotless drones powered by British-made engines ? », Press Release Amnesty International UK, 9 January 2009 : <http://www.amnesty.org.uk/blogs/press-release-me-let-me-go/gaza-are-israelis-pilotless-drones-powered-british-made-engines>

30. N. Paterson, « UK troops use 'war crime drones' in Israel », *Sky News*, 14 January 2011 : <http://news.sky.com/story/830492/uk-troops-use-war-crime-drones-in-israel>

Dans une interview accordée à *Israel Defense*, le PDG de Rafael, autre grande entreprise israélienne de défense, déclare : « La seule façon de faire des affaires est aujourd'hui d'établir des partenariats puisque chaque pays veut que la fabrication se fasse sur son territoire. » Il précise également qu'au cours des dernières années, l'industrie de sécurité dans le monde est de plus en plus basée sur des fusions et des acquisitions. Cela découle de la volonté de réduire les coûts tout en maximisant les capacités.

Selon *Israel Defense*, certaines sources de l'industrie de sécurité israéliennes affirment qu'il existe un autre motif à la création de filiales à l'étranger : masquer l'identité israélienne.

« Il y a des entreprises dans le monde, tels que les pays du Golfe (mais aussi certains pays européens) qui sont intéressées par les produits israéliens, mais qui hésitent à faire des affaires avec Israël formellement », explique un dirigeant de l'industrie de sécurité israélienne. Afin de surmonter cet obstacle les entreprises israéliennes enregistrent des filiales en Europe.

« Le client sait qu'il a affaire à une société israélienne, mais aussi longtemps que le public l'ignore, la propriété israélienne ne le dérange pas », ajoute une autre source.

Pourquoi le Watchkeeper est-il contesté ?

« We are proud to be part of the Thales team for the UK Watchkeeper final assessment phase. Our substantial capabilities and extensive experience in the area of advanced UAV systems, as well as our current and future industrial activities in the UK, will contribute to the success of this highly important program. »

Joseph Ackerman, PDG de Elbit Systems²⁵

Pour pénétrer le marché britannique, Thales a fait appel à sa filiale basée au Royaume-Uni — Thales UK — et Elbit Systems, en accord avec Thales UK, a créé un joint-venture — U-TacS. Habituellement détenue à 50/50, le joint-venture U-TacS appartient à 51 % à Elbit Systems et à 49 % à Thales. Mais qu'en est-il des éléments de partage entre Thales UK et le reste du consortium Watchkeeper, et Elbit Systems qui fournit la base du drone, le Hermes 450 ?

La co-entreprise Thales-Elbit — U-TacS — a reçu une commande à effectuer sur une période de huit ans, d'un montant de 317 millions de livres (soit plus du tiers du montant total) de Thales UK (maître d'œuvre du programme). Elbit déclare que la majorité de l'activité U-TacS sera exécutée au Royaume-Uni, avec une quantité importante de travaux en sous-traitance aux petites et moyennes entreprises selon un article de *Defense Industry Daily*²⁶.

Parmi ces sous-traitants, Elbit Systems a pu engager deux de ses filiales dans le programme Watchkeeper : UAV Engines Ltd (basée au Royaume-Uni) dont l'activité principale est la fabrication de moteurs de drones, notamment celui de l'Hermes 450 ; et El-Op (Electronic Optic Systems) (basée en Israël) qui fournit le capteur électro-optique CoMPASS. Selon l'ONG israélienne Who Profits, El-Op a fourni et intégré, avec une autre filiale de Elbit, des caméras de surveillance Lorros²⁷ dans la colonie israélienne illégale d'Ariel et dans la ville palestinienne d'Al Ram²⁸.

UAV Engines Ltd, qui fournira les moteurs du Watchkeeper, est une filiale en propriété exclusive d'Elbit Systems. En 2009, Amnesty International avait établi la preuve que les moteurs des Hermes 450 utilisés dans l'offensive sur Gaza, provenaient de l'usine de UAV Engines Ltd²⁹.

En 2011, les troupes britanniques ont entrepris une formation en technologie drone en Israël, deux ans seulement après l'utilisation généralisée de drones à Gaza lors de l'opération Plomb durci. En effet, les dix premiers drones Watchkeeper ont été construits en Israël, avant de passer au site de production basé à Leicester au Royaume-Uni³⁰.



Une technologie « éprouvée au combat »

« *The price for Israel's booming drone export industry is being paid for however by palestinians who are forced to live under Israeli drones, and by the growing number of victims of current, and no doubt future drone wars around the globe*³¹ »

Drone Wars UK

Avec sa capacité à transporter des missiles et des équipements de surveillance, le drone Hermes 450 est qualifié par les forces de défense israéliennes de « *workhorse* » — que l'on pourrait traduire par « cheval de trait » ou encore « appareil à tout faire » — de ses missions de surveillance et de reconnaissance³². Utilisé depuis près de 15 ans par l'armée israélienne, il est devenu un élément essentiel de son arsenal.

Elbit Systems, complice de crimes de guerre

Elbit Systems est connu non seulement pour sa très grande complicité dans les agressions militaires israéliennes contre le peuple palestinien, mais aussi comme une société qui génère des profits de la guerre. Juste après l'offensive militaire sur Gaza en juillet/août 2014, où plus de 2 200 personnes ont été tuées, les bénéfices de Elbit Systems ont augmenté de 6,1 %, plus forte augmentation enregistrée depuis 2010.

MUR DE SÉPARATION — Elbit développe la technologie pour la construction du mur de séparation en Cisjordanie, jugé illégal par un avis de la Cour internationale de Justice en 2004. Elbit fournit les systèmes de détection d'intrusion pour le mur, en particulier à Jérusalem. Un véhicule armé sans pilote a été développé pour patrouiller dans les zones tampons du mur.

COLONIES ISRAÉLIENNES — Elbit fournit de la technologie pour les colonies illégales en Cisjordanie. Ses filiales Electro-Optics (El-Op) et Elbit Security System ont fourni et intégré des caméras de surveillance Lorros dans la colonie d'Ariel ainsi qu'aux alentours de la ville palestinienne d'Al Ram près de Jérusalem.

AGRESSIONS MILITAIRES ISRAÉLIENNES — la compagnie est très impliquée dans les activités des armées israéliennes. Durant l'opération « Protective Edge » à Gaza en juillet/août 2014, l'armée israélienne a testé pour la première fois son véhicule sans pilote APC produit par une joint-venture composée par Elbit Systems et Israel Aerospace Industries¹.

GUERRE DES DRONES — la plus importante contribution d'Elbit à la commission de crimes de guerre est sa production de drones. 85 % des drones utilisés par l'armée israélienne sont fabriqués par Elbit. Ces drones ont été utilisés dans l'offensive au Liban en 2006 et dans l'opération Cast Lead à Gaza en 2008/2009. Durant l'opération Protective Edge en 2014, la compagnie a testé son dernier drone, le Hermes 900 et a déployé en quantité ses mini-drones Skylark en service depuis 2008². D'après l'ONG israélienne Who Profits, en juin 2014, l'armée israélienne a utilisé le drone Skylark de Elbit en Cisjordanie pour mener une campagne militaire d'arrestations à domicile, intitulée « Brothers come home ». Entre juin et juillet 2014, des drones de Elbit Systems ont été utilisés dans différentes opérations nocturnes en Cisjordanie, durant lesquelles de nombreux civils palestiniens ont été arrêtés³.

VIOLATIONS DES DROITS — En 2009, le général Yair Cohen, ancien commandant de l'unité 8200 a été nommé à la tête du « Cyber Solutions Department » à Elbit Systems. L'unité 8200 est connue pour être responsable de violations systématiques des droits de l'Homme à l'encontre du peuple palestinien⁴. Plusieurs employés de Elbit sont issus de l'armée israélienne et de son secteur privé.

31. « Le prix de l'essor de l'industrie de drones israélienne est payé par les Palestiniens, obligés de vivre sous les drones israéliens, et par le nombre croissant de victimes des guerres de drones actuelles, et sans doute futures, à travers le monde », in *Israel and the drone wars*, Drone Wars UK, janvier 2014, p. 25.

32. I Sample, « Hermes 450 drone is workhorse for Israeli Defence Forces », *The Guardian*, 23 march 2009 : <http://www.theguardian.com/world/2009/mar/23/gaza-war-crimes-allegations-drones>

1. « Historic first : IDF operates unmanned APC in Gaza », *Israel Hayom*, 12 august 2014 : http://www.israelhayom.com/site/newsletter_article.php?id=19393

2. « Israeli Forces Praise Elbit UAV's in Gaza Op. », *Defense News*, 12 august 2014 : <http://archive.defensenews.com/article/20140812/DEFREG04/308120026/Israeli-Forces-Praise-Elbit-UAVs-Gaza-Op>

3. « Elbit Systems' Complicity in the Assault on Gaza 2014 », *Who Profits*, november 2014 : <http://whoprofits.org/content/elbit-systems-complicity-assault-gaza-2014>

4. « Reservist from Top Intel Unit Refuse to operate against Palestinians », *The Times of Israel*, 12 september 2014 : <http://www.timesofisrael.com/reservists-from-top-intel-unit-refuse-to-operate-against-palestinians/>



33. « Israel-Gaza conflict: israeli knock on roof missile warning revealed in remarkable video », *The Independent*, 14 July 2014 : <http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/israel-gaza-conflict-israeli-knock-on-roof-missile-warning-technique-revealed-in-stunning-video-9603179.html>

34. Hermes 450 – Tactical Long Endurance UAS : <http://www.elbitsystems.com/elbitmain/area-in2.asp?parent=3&num=32&num2=32>

35. « Palestine : des militants écossais occupent une usine de drones de Thales », *Observatoire des multinationales*, 8 octobre 2014 : <http://multinationales.org/Palestine-des-militants-ecossais>

36. Campaigners claim victory as High Court throws out injunction against protests at drone factory, *Drone Wars UK*, 28 October 2015 : <http://dronewars.net/2015/10/28/campaigners-claim-victory-as-high-court-throws-out-injunction-against-protests-at-drone-factory/>

37. Israel-Gaza conflict: revealed Britain's role in arming Israel, *The Independent*, 2 August 2014 : <http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/revealed-britain-s-role-in-arming-israel-9643902.html>

Ce système de drone joue un rôle important dans les opérations menées par l'armée israélienne. Il survole le territoire palestinien occupé, en utilisant une technologie de surveillance sophistiquée pour identifier les cibles et guider les frappes de missiles et de bombes intelligentes. Il est également utilisé pour effectuer des « frappes d'alertes » avec de petits missiles sur des bâtiments préalablement ciblés. Chaque frappe est suivie par un tir de munitions plus lourdes larguées par des avions de combat tel que le F-16 de construction américaine³³.

Le Watchkeeper est dérivé de l'Hermes 450 de Elbit System, largement utilisé par l'armée israélienne à Gaza et ailleurs et qui peut être armé. La coopération entre Thales et Elbit pour développer le programme Watchkeeper n'est pas sans susciter une certaine indignation.

Au Royaume-Uni, des militants écossais ont occupé l'usine du groupe Thales, située à Glasgow. Ils dénonçaient les relations étroites entre les industries d'armement européennes et israéliennes, symbolisées par l'association entre Thales et Elbit pour développer un drone tactique basé sur une technologie qui détient le label « combat proven »³⁴, c'est-à-dire « testée sur le terrain », notamment à Gaza ; mais aussi le fait que ces usines vendent des pièces détachées à Israël et seraient donc complices de crimes de guerre commis à Gaza³⁵.



« *There must be an immediate embargo on all arms sales and military collaboration with Israel. When governments sell weapons into war zones they cannot absolve themselves of responsibility for what happens when they are used.* »

Andrew Smith, Campaign Against Arms Trade (CAAT)

« *Il doit y avoir un embargo immédiat sur toutes les ventes d'armes et la coopération militaire avec Israël. Lorsque les gouvernements vendent des armes dans les zones de guerre, ils ne peuvent se décharger de toute responsabilité de ce qui se passera une fois qu'elles sont utilisées.* »

UAV Engines Ltd, la filiale d'Elbit basée au Royaume-Uni a récemment demandé à la Haute Cour britannique de poursuivre l'injonction interdisant tout manifestant de s'approcher à moins de 250 mètres du site. Cette demande a été rejetée par la Haute Cour qui a même déclaré qu'elle n'aurait jamais dû être prononcée³⁶.

Des documents obtenues grâce à la loi sur la liberté d'information et révélés par *The Independent*, révèle que UAV Engines Ltd a reçu une licence pour fournir des équipements pour les systèmes d'acquisition de cibles, de surveillance, de traque. Des brochures publicitaires de cette société indiquent que la société fournit le moteur du drone Hermes 450. UAV engines a refusé de commenter cette information tandis qu'Elbit nie que le moteur de son Hermes 450 est équipé d'un moteur fabriqué au Royaume-Uni³⁷. Ce que réfute



l'enquête menée par Amnesty International mentionnée précédemment³⁸. En plus de l'exécution du programme Watchkeeper, Elbit et Thales ont prévu de commercialiser conjointement des projets de drones tactiques vers d'autres pays du monde³⁹. Par ailleurs, outre le programme Watchkeeper, le joint-venture U-TacS a remporté un autre contrat en 2007 de 69 millions de livres pour fournir à l'armée britannique des Hermes 450, l'utilisation et l'entretien du système, ainsi que la formation⁴⁰.

Le coup de pouce britannique

Les documents présentés par *The Independent* révèlent que des licences d'exportation d'armes d'un montant de 42 millions de livres ont été accordées à 130 entreprises de défense depuis 2010 pour la vente de matériel militaire à Israël. Ce matériel comprend des systèmes de ciblage et de contrôle, des munitions, des drones et des véhicules blindés. Parmi ces fabricants, deux sociétés fournissent des composants pour le drone Hermes d'Elbit, dont les deux versions (Hermes 450 et Hermes 900) ont été déployées lors de l'offensive à Gaza en 2014. L'une de ces deux entreprises fournit également des composants pour le principal char de l'armée israélienne, Merkava IV⁴¹.

Le gouvernement britannique a déclaré qu'il examinerait toutes les licences d'exportation exceptionnelles à Israël. Mais des responsables politiques et de la société civile ont appelé les ministres à établir définitivement si des armes ou des composants fabriqués au Royaume-Uni ont été utilisés par l'armée israélienne dans la bande de Gaza depuis le début de l'opération.

« En refusant d'enquêter sur cette question vitale, le gouvernement britannique tente de faire l'autruche. C'est une attitude honteuse qui porte à croire que le gouvernement a vraiment quelque chose à cacher. Les citoyens ont le droit de connaître le niveau de soutien que le Royaume-Uni fournit aux forces armées israéliennes à travers les ventes d'armes », a déclaré la députée travailliste, Katy Clark⁴².

Pourtant en 2009, le ministre des Affaires étrangères, David Miliband, a déclaré que certains équipements de l'armée israélienne utilisés lors d'une précédente offensive sur Gaza (opération Plomb durci, 2008-2009) contenaient « quasi certainement » des composants britanniques et cela sera pris en compte pour l'examen de toute future demande d'exportation.

Israël est l'un des plus gros clients pour les exportations britanniques d'équipements dits « à double usage », c'est-à-dire qui peuvent avoir à la fois un usage civil et militaire. Un marché estimé à 7 milliards de livres en 2013. Des documents obtenus en vertu de la loi sur la liberté d'information révèlent pour la première fois la pleine mesure des ventes de matériel strictement militaire et le nom des sociétés ayant obtenu des licences d'exportation par le Department for Business, Innovation and Skills (BIS).

Ces documents révèlent également qu'il existe des preuves que des composants de fabrication britannique étaient intégrés dans des armes déployées lors de l'opération Protective Edge à Gaza en juillet/août 2014. Une opération criminelle où une majorité de civils ont trouvé la mort.

À la demande de responsables politiques et de la société civile d'un embargo sur les ventes d'armes et la coopération militaire avec Israël, en plein bombardement de Gaza en 2014, le gouvernement britannique répond : « Nous sommes en train de réexaminer toutes les licences d'exportation pour Israël. Toutes demandes de licences d'exportation sont évaluées au cas par cas sur des critères stricts. Nous n'accorderons pas de licence s'il existe un risque évident que le matériel pourrait être utilisé à des fins répressives, ou pour provoquer ou prolonger un conflit⁴³. »

Mais en juillet 2015, le Department for Business, Innovation and Skills s'est prononcé sur l'examen des critères d'octroi des licences d'exportations à destination d'Israël : « (...) à la suite de l'examen le plus récent, le gouvernement est convaincu que toutes les licences d'exportation en circulation pour Israël répondent à ces critères⁴⁴. »

38. « Are Israel's Pilotless drones powered by British-made engines ? », *op. cit.*

39. « Elbit Systems' Part of the Watchkeeper Program is Underway » : <http://ir.elbitsystems.com/>

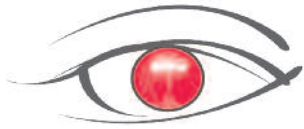
40. Communiqué — « U-Tacs Awarded \$ 110 Million Order By Thales UK To Provide ISTAR Capability For UK Armed Forces », Elbit Systems, 2 June 2007 : <http://ir.elbitsystems.com/phoenix.zhtml?c=61849&p=irool-newsArticle&ID=1373672>

41. « Israel-Gaza conflict: revealed Britain's role in arming Israel », *The Independent*, 2 August 2014 : <http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/revealed-britain-s-role-in-arming-israel-9643902.html>

42. « Exclusive: UK approved £7m Israeli arms sales in six months before Gaza conflict », *The Independent*, 24 November 2014 : <http://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/exclusive-uk-approved-7m-israeli-arms-sales-in-six-months-before-gaza-conflict-9878280.html>

43. « Downing St reviews £8bn arms sales to Israel », Kiran Stacey, Politics & Policy, 4 August 2014 : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/983a649a-1beb-11e4-9db1-00144feabdc0.html#axzz3pmFt83z9>

44. « Review of export licensing procedures for Israel », Department for Business, Innovation and Skills, 14 July 2015 : <https://www.gov.uk/government/news/review-of-export-licensing-procedures-for-israel>



Vélizy, le 30 juillet 2014

M. Jean-Bernard LEVY
PDG THALES

Copie :
David TOURNADRE DRH THALES
Dominique LAMOUFELUX Responsable Ethique

Objet : Relation entre THALES et l'Etat d'Irâël

Monsieur le Président,

Par ce courrier, je viens vous interpellier sur notre relation commerciale avec l'Etat d'Irâël. Le contexte actuel nous oblige à cette démarche, car comment accepter ce qui se passe actuellement en Palestine et plus particulièrement dans la bande de GAZA. Il est impensable de mettre sur un même pied d'égalité l'envoi de roquette qui ont fait un mort et une dizaine de blessés – ce qui est bien sur également intolérable – et plu d'un millier de morts et un nombre bien plus important de blessés, qui, pour bon nombre, resteront mutilés à vie. Les hôpitaux, les écoles, les lieux de cultes sont pris pour cible... Le « règles de la guerre » ne sont même pas respectées (« la notion de riposte juste et proportionnée » est bafouée). Ce à quoi nous assistons actuellement sera sans aucun doute reconnu par la communauté internationale comme un crime de guerre, une enquête internationale est en cours, car comment nommer ce bombardement continu de la bande de Gaza, lieu où la densité de population est la plus importante au monde ? En Israël même, et au sein de la communauté juive, les protestations montent.

Nombreux ont le salarié du Groupe qui "interrogent" la relation qu'entretien THALES et l'Etat d'Irâël et sur les relations commerciales que nous avons avec certaines sociétés israéliennes, que ce soit en matière d'achat ou de vente de matériel civil mais au i et surtout militaire.

Et ils ont raison.

Le code éthique THALES que vous voulez être un « règlement intérieur » applicable à tous les salariés et dirigeants du Groupe, mais qui se veut aussi une vitrine aux yeux du monde devrait nous imposer, dans une situation aussi abominable, de réfléchir à la relation que nous entretenons avec l'Etat d'Irâël.

Je précise que la CGT ne demande rien de moins que l'existence concernant la relation qu'entretien THALES avec la Palestine car il n'y en a aucune.

Pour étayer mon interpellation, je citerai deux paragraphes du code éthique THALES :

Coordination CGT THALES
Thales Electron Devices - 2 rue Marcel Dassault - 78140 VELIZY

- Un contexte réglementaire en mutation :
Il est dit que Thales est signataire du pacte mondial celui-ci illustré par des initiatives comme le global compact des Nations Unies, relatif aux droits de l'Homme, aux droits du travail, à la protection de l'environnement et à la lutte contre la corruption. « A ce pacte mondial, THALES s'engage pour consolider sa démarche éthique et pour conduire ses affaires ».
- Garantir des relations commerciales sûres, justes et équitables :
Il est dit : « l'émergence de nouvelles menaces (prolifération de l'arme de destruction massive, terrorisme...) » je tiens à dire que le Groupe porte une attention croissante au contrôle de la destination finale de ses équipements ».

Je souhaite également vous préciser que la Confédération CGT est signataire des appels du collectif national « pour une paix juste et durable entre les israéliens et les palestiniens » qui exige entre autre la mise en place de sanctions économiques et juridiques à l'encontre du gouvernement israélien qui ne respecte pas le droit international.

THALES dans ce contexte a un rôle à jouer et un rang à tenir d'autant plus que les salariés y sont impliqués.

Notre détermination n'est en aucun cas dirigée contre la communauté juive, ni empreinte d'antisémitisme que nous combattons sans relâche. Nous vous demandons par conséquent de revoir votre position en matière de commerce, mais aussi d'activité avec le gouvernement israélien dans les domaines militaires et à vous assurer qu'aucun produit acheté ne vient des territoires occupés par Israël en Palestine ou y sera vendu.

D'autre part, en raison des relations commerciales et industrielles que nous entretenons avec des entreprises israéliennes, des salariés de THALES sont sollicités pour effectuer des déplacements. Pour un certain nombre d'entre eux « humaniste et pacifiste » cela pose un cas de conscience de rendre actuellement. Je vous demande de prendre en compte leur situation, qu'aucune sanction ne soit prise à leur encontre, qu'aucune pression ou chantage sur leur évolution de carrière ne soit effectué.

En espérant que ce courrier reçoive toute l'attention qu'exige la situation.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations cordiales.

Pour la Coordination CGT THALES
Laurent TROMBINI

LETTRE OUVERTE

Coordination CGT THALES
Thales Electron Devices - 2 rue Marcel Dassault - 78140 VELIZY



Action de BDS France le 21 juin 2015 devant le stand de Elbit lors du Salon international de l'aéronautique et de l'espace de Paris-Le Bourget



Quand la France viole ses propres engagements...

« L'existence de la Position commune crée progressivement des conditions communes aux exportateurs européens, qui sont légitimement réclamées par toutes nos entreprises. Au-delà de ce progrès, l'impact sur les autres exportateurs d'armement mondiaux de règles qui s'imposent à tous les industriels européens de l'armement et le poids politique des critères de la Position commune sont évidemment des atouts pour isoler progressivement les exportateurs les moins vertueux. »

Ministère des Affaires étrangères⁴⁵

De nombreux rapports ont souligné les violations persistantes du droit international par Israël. Ce constat n'émane pas seulement de la société civile mais aussi d'instances internationales telles que la Cour internationale de Justice, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies. L'offensive « Protective Edge » sur Gaza en est un des derniers exemples marquants.

Mais force est de constater que si la France, le Royaume-Uni, l'Union européenne condamnent généralement les violations du droit international commises par Israël, ils n'en tirent aucune conséquence juridique concrète.

L'impunité d'Israël marque bien cette tendance et collaborer avec son industrie d'armement ne fait que l'empirer. En passant des accords, fussent-ils commerciaux, avec Elbit Systems, les entreprises de défense — quelle que soit leur nationalité — et donc leur État d'origine qui contrôle leurs productions et l'exportation de leurs produits, se rendent complices des violations du droit international en vertu d'un certain nombre de normes.

Ne pas fournir un soutien dans le maintien d'une situation illégale

En 2004, la Cour internationale de Justice a rendu un avis consultatif sur les conséquences légales de la construction du mur de séparation dans le territoire palestinien occupé. Bien que non contraignant, contrairement aux arrêts, cet avis « a une haute valeur juridique ainsi qu'une grande autorité morale⁴⁶ ».

Elle a jugé que le droit international place Israël et tout autre État devant des obligations. Ces obligations incluent de ne pas fournir un soutien dans le maintien d'une situation créée par un acte illégal dans les territoires palestiniens occupés ; et de veiller à ce qu'aucun obstacle ne vienne entraver l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination⁴⁷.

Mesure qui fait écho à l'article premier commun des Conventions de Genève qui confère aux États tiers non impliqués directement dans un conflit armé en cours une double « obligation négative ». À savoir — ne pas encourager une partie à un conflit armé à violer le droit international humanitaire, ni prendre des mesures susceptibles d'aider à la commission de telles violations — et une « obligation positive » — consistant à prendre des mesures appropriées pour mettre un terme aux violations.

Comme les armes et autres matériels militaires transférés peuvent permettre au destinataire de s'engager dans un conflit armé, les exportations de matériel militaire doivent donc être examinées à la lumière de l'obligation qui incombe aux États d'assurer le respect du droit international humanitaire.

« Un État qui transfère des armes ou des équipements militaires fournit au destinataire les moyens de s'engager dans un conflit armé, dont la conduite est régie par le droit international humanitaire. L'article premier commun aux quatre Conventions de Genève de 1949 stipule que les États ont l'obligation de "respecter et faire respecter" le droit international humanitaire. Afin

⁴⁵. Source : Contrôle des exportations et de matériel de guerre, France Diplomatie : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/desarmement-et-non-proliferation/la-france-et-le-controle-des-exportations-sensibles/article/contrôle-des-exportations-de-matériels-de-guerre>

⁴⁶. Cour internationale de Justice : compétence en matière consultative : <http://www.icj-cij.org/jurisdiction/index.php?p1=5&p2=2&lang=fr&PHPSESSID=00683d6e56edb8f63b210fd704949ab6>

⁴⁷. Legal consequences of the construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, Advisory Opinion (9 July 2004), para. 159, International Court of Justice : <http://www.icj-cij.org/docket/files/131/1677.pdf>



d'éviter que l'accès non réglementé aux armes et aux munitions facilite les violations du droit humanitaire, la manière dont le destinataire est susceptible de respecter ce droit devrait être l'un des éléments à prendre en compte lors de toute décision en matière de transferts d'armes⁴⁸. »

La Cour internationale de Justice a également précisé que « tous les États parties de la quatrième convention de Genève relative à la protection des tous les civils en temps de guerre, du 12 août 1949, ont en outre l'obligation, dans le respect de la Charte des Nations unies et du droit international de faire respecter par Israël le droit international humanitaire incorporé dans cette convention⁴⁹ ».

Car, même si « l'Union européenne et ses États membres ne sont pas les auteurs directs de ces comportements, ils commettent néanmoins des violations du droit international, soit en ne prenant pas les mesures que les comportements d'Israël l'obligent à prendre, soit en contribuant directement ou indirectement à ces comportements », a souligné le Tribunal Russell pour la Palestine en conclusion de sa première session⁵⁰.

Mesurer au cas par cas les licences d'exportation

Les États membres de l'Union européenne doivent se conformer à certaines dispositions de leur propre constitution qui affirme l'attachement de l'Union européenne aux droits et libertés fondamentaux, la volonté de promouvoir le respect du droit international et de prendre toute initiative utile à cette fin⁵¹.

Le 8 décembre 2008, le Conseil de l'Union européenne adopte la « Position commune 2008/944/Pesc définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires », publiée au *Journal officiel de l'Union européenne* du 13 décembre 2008.

Par ce texte, « les États membres reconnaissent la responsabilité particulière qui incombe aux États exportateurs de technologie et d'équipements militaires » et ils affirment être « déterminés à empêcher les exportations de technologies et d'équipements militaires qui pourraient être utilisés à des fins de répression interne ou d'agression internationale, ou contribuer à l'instabilité régionale ».

Ainsi, les États membres sont désormais tenus d'évaluer, au cas par cas, toutes les demandes d'autorisations d'exportation pour du matériel figurant sur la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne qui comprend 22 catégories, et ce en fonction de huit critères de décision⁵² :

- respect par le destinataire des engagements internationaux ;
- respect des droits de l'Homme ;
- situation interne dans le pays de destination finale ;
- préservation de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionale, sécurité nationale des États membres et des États alliés ou amis ;
- comportement du pays acheteur à l'égard de la communauté internationale et notamment son attitude envers le terrorisme ;
- existence d'un risque de détournement du matériel à l'intérieur du pays acheteur ou d'une réexportation dans des conditions non souhaitées ;
- compatibilité des exportations d'armes avec la capacité technique et économique du pays bénéficiaire. La position commune prévoit par ailleurs un mécanisme de notification des refus et de consultation lorsqu'un État envisage d'autoriser « une transaction globalement identique » refusée par un autre État membre durant les trois années précédentes. Ce mécanisme constitue un instrument de convergence important.

En collaborant avec des industriels israéliens de la Défense — dont Elbit Systems — les industriels français tels que Thales et Safran — ainsi que l'État — utilisent du matériel cacheté « combat proven » et du savoir-faire utilisés dans la commission de crimes de guerre et de violations graves des droits fondamentaux des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie.

48. Décision en matière de transferts d'armes. Application des critères fondés sur le droit international. Guide pratique, CICR, juin 2007, p. 3.

49. Avis consultatif du 8 juillet 2004, « Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé », § 163 D. Disponible sur : www.icj-cij.org

50. Tribunal Russell sur la Palestine, extrait des conclusions de la première session à Barcelone du 1^{er} au 3 mars 2010 : <http://www.scribd.com/doc/29856745/Conclusions-Tribunal-Russell-Palestine-Barcelone-FR>

51. Cf. Traité de Lisbonne, préambule, art. 2, 3, 17 et 21.

52. Contrôle des exportations de matériels de guerre, ministère des Affaires étrangères : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/desarmement-et-non-proliferation/la-france-et-le-controle-des-exportations-sensibles/article/controle-des-exportations-de-materiels-de-guerre>



Territoires devenus de véritables laboratoires où les industriels israéliens testent leurs arsenaux, y compris les drones.

« Elbit Systems est pleinement engagé (...) pour l'exécution réussie du programme Watchkeeper, y compris le soutien à l'offre de Thales pour la fourniture de systèmes Watchkeeper en France », peut-on lire dans un communiqué d'Elbit Systems⁵³. C'est donc en connaissance de cause que l'État français doit prendre la pleine mesure de la situation avant de choisir son prochain système de drone tactique en refusant de contribuer — directement ou indirectement — aux bénéfices d'Elbit Systems. Il doit porter un regard intransigeant sur le choix des partenaires des industriels dont il est responsable. Verdict dans les prochaines semaines. ♦

⁵³. « Elbit Systems and Sagem to establish a joint venture for tactical UAS », Elbit Systems, 15 septembre 2010 : http://www.elbitsystems.com/elbitmain/files/Sagem_Elbit.16.9.pdf

Les Notes de l'Observatoire

Victimes des essais nucléaires : la réforme de la loi Morin en panne

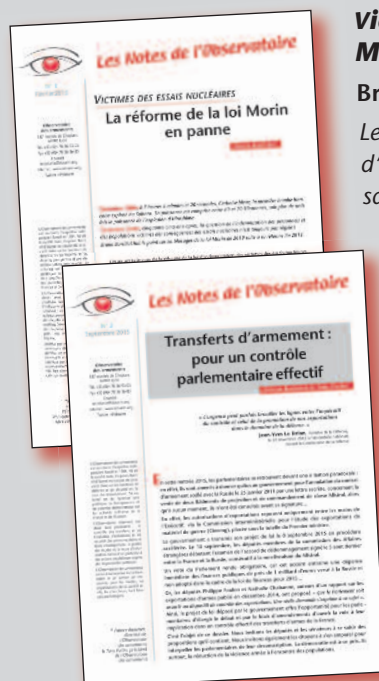
Bruno Barrillot • n° 1, février 2015 • 4 pages

Le point sur les blocages de la loi Morin de reconnaissance et d'indemnisation des victimes des essais nucléaires de 2010 suite à sa réforme de fin 2013.

Transferts d'armement : pour un contrôle parlementaire effectif

Patrice Bouveret & Tony Fortin • n° 2, septembre 2015 • 11 pages

À l'occasion du vote au Parlement sur l'annulation du contrat d'exportation des bâtiments Mistral à la Russie, une interpellation des députés et des sénateurs d'ouvrir la voie à leur implication dans un contrôle démocratique des transferts d'armes de la France.





Drone tactique : la France sous influence

La Direction générale de l'armement (DGA) doit décider prochainement lequel des deux systèmes de drones tactiques (SDT) en concurrence va-t-elle opter pour son armée : le Patroller de Sagem (groupe Safran) ou le Watchkeeper de Thales opérationnel au sein de l'armée britannique ? La France risque d'opter pour le second qui remporte les faveurs de l'armée de terre. Le Watchkeeper est le fruit de la coopération militaire franco-britannique actée à Lancaster House en 2010.

Ce faisant, l'État français opterait pour un système de drone tactique controversé, du fait qu'il est basé sur le drone Hermes 450 de l'industriel israélien Elbit Systems qui a été largement déployé dans l'opération meurtrière « Protective Edge » à Gaza en juillet-août 2014 pour y être testé. L'autre sujet de contestation est la collaboration de Thales et du gouvernement britannique qui aide Elbit Systems à faire des profits. Elbit est accusé de complicité de crimes de guerre et de tirer profit de l'occupation. Il est l'un des plus grands fournisseurs des forces de défense israéliennes (IDF) de matériel garanti « testé au combat » — y compris des drones.

L'indignation face à la collaboration entre Thales et Elbit pourrait tout aussi être adressée à Sagem qui lui aussi collabore avec Elbit Systems. En fait, pour gagner des marchés — et notamment celui du drone tactique —, les grands groupes industriels tentent de pénétrer les marchés locaux en mettant en place des filiales ou des joint-ventures dans des États qui préfèrent que la production se fasse sur leur territoire. Cette stratégie vaut pour Thales, pour Safran comme pour Elbit car cette industrie est de plus en plus basée sur des fusions et des acquisitions. L'autre tendance est la collaboration entre deux sociétés dans des programmes communs qui visent à assurer l'interopérabilité des armées et ainsi réduire les coûts tout en maximisant les capacités.

Cependant, ces considérations économiques et stratégiques ne doivent pas faire oublier le fait que la France (comme les autres États) doit respecter les normes juridiques internationales et communautaires auxquelles elle est soumise aussi bien en tant qu'exportateur qu'en tant qu'importateur.

Thales, Safran : deux groupes qui collaborent avec Elbit Systems • Le Watchkeeper, fruit de la coopération Thales-Elbit • Pourquoi le Watchkeeper est contesté ? • Quand la France viole ses propres engagements...